

KEMAL DERVIS

Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale

Permettez-moi de faire quelques remarques pour relancer la discussion. Je suis très content d'être ici et je tiens à féliciter la Conférence de Politique Internationale pour l'organisation de ces rencontres. Elles nous rassemblent entre très bons amis. Ma première affirmation sera que je suis optimiste en ce qui concerne la croissance économique mondiale à moyen et long terme. On assiste actuellement à une tendance au pessimisme de la part de certains grands esprits : il y a seulement quelques jours, Larry Summers faisait circuler un message assez pessimiste sur la croissance mondiale.

A long terme, nous allons avoir la combinaison d'une technologie qui progresse toujours très rapidement et de besoins humains continus et très importants. Alors qu'il y a, heureusement, une importante classe moyenne dans le monde de nos jours, on compte toujours 3-4 milliards de gens très pauvres. Il y a un important besoin d'investissement dans les infrastructures et il y a les nouvelles technologies. Je pense qu'avec la combinaison de tous ces éléments et si les équilibres macro-économiques sont bien gérés, ainsi que le contexte sociopolitique, tout cela pourrait permettre une croissance mondiale entre 3,5 et 4 % sur les deux prochaines décennies. Il est difficile de dire ce qu'il adviendra au-delà. Mais je pense que les moteurs et sources de croissance à moyen terme restent très puissants.

Il y a le problème du climat sur lequel je ne reviendrai pas. Je pense qu'il peut être géré, bien qu'il faille agir avec beaucoup de prudence. Si les prix et les incitations sont suffisamment attractifs, les technologies vont progresser pour aider à la résolution du problème climatique. Le deuxième problème qui est revenu de façon assez récurrente lors des rencontres FMI-Banque mondiale à l'automne, c'est le ralentissement des marchés émergents. Vous en avez parlé. Ici, il faut bien différencier la période de crise et le plus long terme.

Depuis la fin des années 80, les marchés émergents ont connu une croissance d'environ deux à deux points et demi plus rapide que celles des pays développés, globalement. Lors de la période de crise 2008-2012, la différence est montée jusqu'à quatre et demi et c'est exceptionnel. Ainsi, je ne m'attends pas à voir l'ensemble des marchés émergents continuer à croître à un rythme supérieur de quatre ou cinq points à celui des marchés plus anciens. Cependant, je suis persuadé qu'il y a un rattrapage technologique, de forts taux d'investissement en Asie et la forte poussée des besoins, y compris en Afrique. La croissance des marchés émergents et des pays en voie de développement va rester assez forte, je dirais 5-6 % dans l'ensemble sur les prochaines années.

Ceci étant dit, il ne faut pas trop généraliser, de la même façon qu'il ne faut pas faire de généralisation pour les pays avancés. Certains pays ont un fort taux d'épargne et un fort taux d'investissement et ne dépendent pas des flux de capitaux étrangers. On en voit l'émergence en Asie. On peut mettre de côté la Chine, qui est un cas à part. Mais même en excluant la Chine, l'Asie émergente affiche un taux d'épargne de près de 30 %. Si ensuite on regarde l'Amérique latine, où le taux d'épargne est plus de l'ordre de 16-17 %, je pense qu'il y a une vraie différence. Les taux de croissance en Amérique latine et en Asie vont être très différents. L'Amérique latine va croître beaucoup plus lentement. Je reste optimiste sur l'Afrique, mais nous en reparlerons pendant la conférence. Je pense que l'Afrique progresse d'un point de vue institutionnel en partant d'une situation compliquée. Je peux facilement envisager une croissance de l'ordre de 6 % en Afrique sur les vingt ans à venir.

Ensuite, il y a le versant demande de croissance, plutôt que le versant offre à long terme dont je viens de parler. Je crois fermement qu'il y a un problème général de répartition des revenus dans le monde. Les statistiques ne sont pas les mêmes partout mais je pense que nous avons tous vu les plus dramatiques. Aux États-Unis, la reprise post-crise de la croissance des revenus, qui représente 94 % de la croissance totale des revenus, est allée à 1 % de la population. On peut penser ce qu'on veut de ce fait, d'un point de vue politique et éthique, je ne veux pas rentrer dans ce débat. On peut avoir différentes opinions concernant la distribution et la mobilité des revenus.

Cependant, même en restant dans un point de vue purement macro-économique, cela constitue un problème. Il y eu un temps où la distribution des bénéfices de la croissance était beaucoup plus large et tout n'était pas concentré en

haut de la pyramide. De nos jours, la demande saine et forte de la classe moyenne, qui a été le moteur de la croissance ces dernières décennies, n'existe plus. Ce qui existe, c'est le climat de tension voire de conflit qui va de pair avec l'inégalité. Je suis convaincu de l'existence de problèmes éthiques distincts, mais outre cela, en restant strictement du point de vue macro-économique, nous devons faire plus attention à la distribution des revenus, à la façon dont la croissance se déroule et se répand dans les sociétés. Je suis très content que pour son second terme, le Président des États-Unis, Barack Obama, ait mis cette question en tête de son agenda, on l'entend décrire le problème dans nombre de ses discours. Je suis personnellement très heureux que le Président des États-Unis endosse un rôle de leader sur ce point.

Je vais aborder un dernier point, bien qu'il y en ait beaucoup d'autres, que je vais laisser à mes collègues. Cela concerne les déséquilibres mondiaux. En fait, c'est l'an dernier, à la Conférence Politique Internationale à Cannes que j'ai fortement insisté sur ce point. Je me souviens que Jean-Claude Trichet avait montré beaucoup d'intérêt et je suis heureux qu'il soit à nouveau ici car je l'admire beaucoup. Je pense que les déséquilibres mondiaux sont en mutation. La Chine ne sera pas le pays avec le plus gros excédent de balance courante cette année. L'Allemagne a un excédent de balance courante bien supérieur à celui de la Chine.

En ce qui concerne la zone euro, des ajustements ont été faits dans les pays du sud qui ont à présent comblé leur déficit. Cependant, les pays du nord ne participent pas vraiment à ces ajustements. On constate que sur l'ensemble de la zone euro, il y a un excédent de 260-270 milliards. Les pays méditerranéens tentent de s'ajuster et ils y arrivent dans une grande mesure, dans la douleur et pas toujours de façon très efficace. Néanmoins, le coût unitaire de la main d'œuvre en Espagne, Portugal, Grèce et Italie chute, mais l'euro prend de la valeur. Vis-à-vis de la concurrence hors de la zone euro, si je suis une entreprise ou un travailleur espagnol, je deviens plus compétitif. Cependant, si on prend la situation du monde dans son ensemble, à cause de la montée en valeur de l'Euro, tous ces efforts sont réduits à néant. Je suis vraiment convaincu que la zone euro a besoin d'ajustements, en particulier du côté de l'Europe du nord qui doit participer à ces ajustements.

J'ai insisté sur ce point l'an dernier. A ce stade, comme vous le savez, la Commission européenne a engagé une procédure envers l'Allemagne, pour aller voir du côté de l'excédent de sa balance courante. Le Trésor américain s'est fortement plaint sur ce point. J'admire le dynamisme de l'Allemagne et tout ce qui va avec, mais je pense qu'il y a un réel problème dans la politique économique allemande en elle-même. Je ne pense pas qu'il s'agisse de transférer des ressources à d'autres, mais l'Allemagne elle-même a un grand besoin d'investissements internes. D'énormes travaux peuvent être entrepris pour améliorer le bien-être du peuple allemand et indirectement bénéficier à tous. Cela n'attirera pas d'importations mais aura une influence sur la valeur de l'euro et lui évitera une trop forte augmentation, ce qui serait dommageable pour l'Europe. Voilà quelques-uns des points par lesquels je voulais commencer.